

Georges Berghezan

LA TURQUIE, NOUVEAU LEADER DES NON-ALIGNÉS ?



Analyse
de son repositionnement géostratégique



**© Groupe de recherche
et d'information
sur la paix et la sécurité**

Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél : 0473 982 820
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

Photo de couverture : L'ambassadeur turc à Dakar, plante un rosier offert à l'Université Cheikh Anta Diop (juillet 2022).
Source : page Facebook de l'ambassade de Türkiye à Dakar

Prix : 10 euros

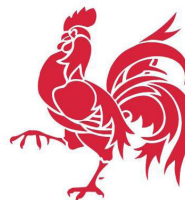
ISSN : 2466-6734
ISBN : à venir
ISBN : (version e-pub) à venir

Version PDF :
<https://www.grip.org/la-turquie-nouveau-leader-des-non-alignes-analyse-de-son-repositionnement-strategique>



Les Rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.

Avec le soutien de la



Wallonie

LA TURQUIE, NOUVEAU LEADER DES NON-ALIGNÉS ?

**Analyse de son
repositionnement
géostratégique**

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES.....	3
INTRODUCTION.....	5
1. ALLIÉE INCONTOURNABLE MAIS DE PLUS EN PLUS AFFRANCHIE DE L'OCCIDENT	7
2. RUSSIE : RIVALITÉ ET BONNES AFFAIRES ?.....	11
3. INFLUENCE MULTIFORME ET CROISSANTE DANS L'ESPACE TURCO-OTTOMAN.....	17
4. AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LE NOUVEL ELDORADO ?	27
CONCLUSION	35

LISTE DES ACRONYMES

AKP	Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi)
ANL	Armée nationale libyenne
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (Brazil, Russia, India, China, and South Africa)
CIA	Agence centrale du renseignement (Central Intelligence Agency)
EAU	Émirats arabes unis
GAN	Gouvernement d'accord national
EI	État islamique
FDS	Forces démocratiques syriennes
JCPOA	Plan d'action global commun (Joint Comprehensive Plan of Action)
KFOR	Force du Kosovo (Kosovo Force)
OET	Organisation des États turques
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan)
SSB	Agence de l'industrie de défense (Savunma Sanayii Başkanlığı)
TIKA	Agence turque de coopération et de coordination (Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı)
UE	Union européenne
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques

INTRODUCTION

En une décennie, le positionnement géostratégique de la Turquie a profondément évolué. D'allié loyal des États-Unis, dont il fallait parfois calmer les ardeurs dans ses relations avec son sempiternel rival grec et sur la question kurde, la Turquie apparaît désormais comme un électron libre, avec une importante capacité à perturber le jeu des grandes puissances.

Cette évolution est intimement liée à la prise et au renforcement progressif du pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre depuis 2003 et président de la République depuis 2014, et de son Parti de la justice et du développement (AKP). Ne cachant pas son ambition de hisser son pays « parmi les dix plus grandes puissances du monde »¹, le président a développé une politique en accord cet objectif, tant sur les plans diplomatique, idéologique, économique que militaire.

Le repositionnement turc est également dû à l'exploitation de la situation géographique du pays, à cheval sur deux continents et à proximité de multiples foyers de tension actifs ces dernières années : Libye, Syrie, Somalie, Palestine, Irak, Azerbaïdjan et Ukraine, notamment. Renforcée par une industrie de défense en plein essor et de plus en plus exportatrice, la montée en puissance de la Turquie s'accompagne de relations « à la carte » avec la puissance russe, en flagrant contraste avec la politique sanctionnatrice prôchée par l'Occident.

Cette quête de puissance et de prestige est en train d'avoir un impact majeur au niveau global. Bien qu'elle ait été initiée principalement par le président turc et son entourage, il est plus que probable que ses effets seront durables et influenceront profondément sur les rapports de force régionaux pour de nombreuses années, ce qui suscitera des rééquilibres, voire des bouleversements, sur la scène internationale.

Afin d'appréhender les changements en cours, en situer les enjeux et pressentir les évolutions futures, la présente étude est structurée en quatre chapitres, qui examineront successivement l'évolution des relations de la Turquie avec :

- Ses alliés au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et avec les membres de l'Union européenne (UE) ;
- La Russie ;
- Les États issus de l'Empire ottoman et les « pays frères » à majorité turque, soit une vaste zone s'étendant de l'Afrique du Nord à l'Asie centrale, et des Balkans à la mer Rouge ;
- L'Afrique subsaharienne.

1. « Erdoğan : nous hisserons la Turquie au rang des 10 plus grandes puissances du monde », *TRT Français*, 28 octobre 2022.

Sur la base de cette revue des événements ayant ponctué et structuré l'influence d'Ankara dans ces diverses parties du monde depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, la conclusion expose les plus récentes inflexions de la politique extérieure turque, sa dynamique et sa cohérence, ses motivations profondes ainsi que les atouts et les limites de ses ambitions.

1. ALLIÉE INCONTOURNABLE MAIS DE PLUS EN PLUS AFFRANCHIE DE L'OCCIDENT

Membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie a longtemps été décrite comme le « pilier oriental » de l'Alliance et une alliée indéfectible des États-Unis. Ceux-ci y ont déployé, dès 1959, des armes nucléaires tactiques et y maintiennent une cinquantaine de bombes B-61 à la base aérienne d'Incirlik, partagée entre forces turques et états-uniennes². Seconde de l'OTAN armée en termes d'effectifs, la Turquie était, pendant la Guerre froide, le seul membre à partager une frontière commune avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS). En outre, sa position proche-orientale en faisait un excellent poste avancé à la frontière de l'Iran et à proximité du golfe Arabo-persique.

Un premier accroc dans les relations d'Ankara avec les États-Unis est survenu le 1^{er} mars 2003, soit moins de deux semaines avant l'entrée d'Erdoğan dans ses fonctions de Premier ministre, quand une motion, permettant la participation de l'armée turque à la coalition de Washington se préparant à attaquer l'Irak et les autorisant à utiliser le territoire turc dans ce but, n'a pas réuni la majorité nécessaire au parlement pour être adoptée. Bien que celui-ci ait finalement autorisé les forces occidentales à utiliser son espace aérien pour contribuer au renversement de Saddam Hussein³, une fois déployées, les troupes états-uniennes sont entrées en collision avec l'armée turque occupant, au moins partiellement, le nord de l'Irak depuis 1991, sous prétexte de maintenir la paix entre factions kurdes ou y combattre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)⁴.

La guerre de l'OTAN menée en Libye a vu une participation minimale de la Turquie, ce qui lui a été reproché par le Secrétaire d'État Robert Gates en juin 2011⁵. Lorsque la guerre en Syrie a éclaté, Washington et Ankara se sont d'abord retrouvés unis dans le soutien à l'opposition armée. La Turquie a participé activement, dès 2012, au programme clandestin Timber Sycamore de l'Agence centrale du renseignement (CIA), visant à financer et former les rebelles syriens opposés à Bachar al-Assad⁶, ainsi qu'à les doter en

-
2. Hans Kristensen, « Urgent: Move US Nuclear Weapons Out Of Turkey », *Federation of American Scientists*, 16 octobre 2019.
 3. Pierre-Alain Furbury, « En position intenable, la Turquie accepte le survol de son territoire et déploie des troupes dans le Kurdistan irakien », *Les Échos*, 21 mars 2003.
 4. Georges Berghezan, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *Note d'analyse du GRIP*, 3 février 2021.
 5. David S. Cloud, « Gates lashes out at NATO allies, citing shortfalls in Libya conflict », *The Los Angeles Times*, 10 juin 2011.
 6. Georges Berghezan, « Transferts d'armes aux groupes armés de Syrie : le rôle de Washington », *Note d'analyse du GRIP*, 25 octobre 2017.

armes, provenant essentiellement des Balkans Sans attendre que les États-Unis constatent l'échec de ce programme, qui a permis aux factions alignées sur Al-Qaïda et État islamique (EI) de remplir leurs arsenaux, le Pentagone a lancé en 2014 son propre programme, cette fois-ci principalement destiné à combattre EI et en s'appuyant sur les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde⁷. Ceci a profondément déplu à Ankara, qui a déployé ses troupes dans la région d'Idlib, dans le Nord-ouest syrien, et mené plusieurs opérations dirigées contre les FDS entre 2016 et 2020⁸. Les États-Unis ont semblé vouloir calmer l'ire de leur allié turc lorsque le président Trump a ordonné, en octobre 2019, un redéploiement de leurs troupes davantage vers l'est de la Syrie⁹.

D'autres événements allaient davantage compliquer les relations entre les deux pays, en particulier, le 15 juillet 2016, la tentative de coup d'État qu'Ankara a attribuée à Fethullah Gülen, prédicateur turc vivant aux États-Unis. Malgré les assurances du président Trump et les demandes répétées des autorités turques, Washington n'a, à ce jour, pas autorisé l'extradition de Gülen et de ses partisans, nombreux à s'être réfugiés sur le sol américain¹⁰.

Toutefois, c'est surtout l'accord conclu en septembre 2017 entre les présidents Erdoğan et Poutine visant à doter la Turquie de systèmes antimissiles russes S-400 qui a durablement détérioré les relations entre Washington et Ankara. À partir de 2018, le Congrès a bloqué la plupart des exportations d'armement destinées à la Turquie¹¹. Après l'annonce d'une coproduction russo-turque d'une nouvelle génération de missiles antiaériens, les S-500, et l'arrivée de premiers éléments de systèmes S-400 sur le sol turc¹², les États-Unis ont exclu, en juillet 2019, la Turquie du programme F-35, renonçant à une vente d'une centaine d'exemplaires de leur nouvel avion de combat¹³. De plus, à la veille de son départ, l'administration Trump a placé sous sanctions la Présidence des industries de défense (SSB), principale agence chargée de l'importation d'armes par la Turquie, ainsi que leurs dirigeants¹⁴. Le président Biden a poursuivi une politique semblable à celle de son prédécesseur envers la Turquie, suggérant de « passer l'éponge » et de livrer les F-35 prévus, si celle-ci transférait ses S-400 à l'Ukraine, envahie par la Russie. Sans surprise, le gouvernement turc, échaudé par la politique de conditionnalité de Washington, a rejeté la proposition¹⁵.

7. *Ibid.*

8. Georges Bergehezan, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *op. cit.*

9. « Confusion autour du retrait des troupes américaines du nord de la Syrie », *Le Monde*, 7 octobre 2019.

10. « Turkey's fight for extradition of FETÖ members hits snags », *Daily Sabah*, 13 juillet 2020.

11. Valerie Insinna, Joe Gould & Aaron Mehta, « Congress has secretly blocked US arms sales to Turkey for nearly two years », *Defense News*, 12 août 2020.

12. Aaron Mehta, « Turkey has the S-400. The Trump administration is silent. », *Defense News*, 12 juillet 2019.

13. Aaron Mehta, « Turkey officially kicked out of F-35 program, costing US half a billion dollars », *Defense News*, 17 juillet 2019.

14. « CAATSA Section 231 "Imposition of Sanctions on Turkish Presidency of Defense Industries" », *U.S. Department of State*, 14 décembre 2020.

15. David Cenciotti, « Turkey Will Not Transfer Its S-400 Systems To Ukraine », *The Aviationist*, 24 mars 2022.

Les relations de l'UE avec Ankara ont connu une dégradation similaire au cours de la dernière décennie. Nombreuses ont été les voix en Europe à accuser les autorités turques de « chantage » à l'occasion de la crise migratoire de 2015, au cours de laquelle près d'un million de réfugiés — provenant principalement de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak — ont pénétré illégalement en Grèce et en Bulgarie à partir de la Turquie. Cette crise a trouvé un épilogue, probablement provisoire, avec l'accord du 18 mars 2016, aux termes duquel Ankara s'engageait à empêcher les réfugiés de pénétrer dans l'UE ainsi qu'à accepter le retour des clandestins. De son côté, Bruxelles « dédommageait » la Turquie en lui versant plusieurs milliards d'euros afin de lui permettre de mieux accueillir les réfugiés sur son sol¹⁶. Cet accord n'a pas empêché que, quelques mois plus tard, le parlement européen adopte une résolution demandant le « gel provisoire » des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, arguant des « mesures répressives disproportionnées » prises par l'État turc après la tentative de coup d'État de l'année précédente¹⁷. En juin 2018, le Conseil a confirmé que les négociations d'adhésion sont « effectivement au point mort »¹⁸. Rappelons que ces négociations ont débuté en 2005 et que la Turquie s'était déjà déclarée « candidate » en 1987, une candidature acceptée en 1999.

Cette relation perturbée avec l'UE n'est pas sans lien avec la dégradation des relations bilatérales avec plusieurs États membres. Une poussée de tensions a eu lieu en août 2020, quand la Turquie a envoyé son navire de recherche sismique Oruç Reis dans des eaux revendiquées par la Grèce et Chypre. Chargé de prospector les vastes gisements gaziers que recèleraient les fonds marins, l'Oruç Reis était escorté de navires de guerre et a suscité, en réaction, des exercices navals grecs, puis turcs¹⁹. En outre, en soutien à la Grèce, la France a déployé navires et avions de guerre, et ceci moins de deux mois après que la marine turque a empêché une frégate française d'inspecter un cargo turc suspecté de violer l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à la Libye²⁰, dont le gouvernement de Tripoli dépend fortement du soutien militaire d'Ankara.

Un autre point d'achoppement des relations de la Turquie avec la Grèce et Chypre est bien entendu l'occupation, depuis 1974, du nord de Chypre, où Ankara est le seul pays au monde à reconnaître une « République turque de Chypre-nord ». Actuellement, 35 000 à 40 000 soldats turcs y seraient déployés²¹. Après quelques négociations visant à une réunification de l'île, le président Erdoğan semble avoir renoncé à cette option, soutenue par l'UE et les États-Unis, en marquant clairement, en juillet 2021, sa préférence pour une solution de type « deux peuples, deux États »²².

16. « Déclaration UE-Turquie, 18 mars 2016 », *Conseil européen*, Communiqué de presse, 18 mars 2016.

17. « Freeze EU accession talks with Turkey until it halts repression, urge MEPs », *European Parliament*, Press Release, 24 novembre 2016.

18. « Adhésion de la Turquie à l'UE : des négociations réellement au point mort », *Le Point*, 26 juin 2018.

19. Eléa Pommiers, « Pourquoi la Grèce et la Turquie s'affrontent en Méditerranée orientale », *Le Monde*, 14 septembre 2020.

20. « La France dénonce une manœuvre turque récente "extrêmement agressive" en Méditerranée », *France 24*, 17 juin 2020.

21. Georges Berghezan, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *op. cit.*

22. « À Chypre, Erdoğan continue d'exclure une réunification de l'île », *Le Temps*, 20 juillet 2021.

Quant à l'OTAN, si elle a toujours voulu ménager son indispensable « flanc oriental », des tensions ouvertes ont éclaté en mars 2022 quand, à la sortie d'un sommet de l'organisation atlantique sur la crise ukrainienne, Erdoğan a déclaré refuser de s'associer aux sanctions occidentales contre la Russie²³. Deux mois plus tard, la candidature de la Finlande et de la Suède à l'OTAN se heurtait à l'opposition turque ou, du moins, était conditionnée à la prise de mesures répressives contre des militants du PKK ayant trouvé l'asile dans ces deux pays²⁴.

Par rapport au conflit ukrainien, la Turquie se défend d'être « prorusse » et souligne son important soutien militaire à l'Ukraine. Surtout, elle se pose — et s'impose de plus en plus — comme le médiateur incontournable entre Kiev et Moscou, comme en témoigne son rôle dans l'accord de juillet 2022 garantissant le libre passage des céréales dans la mer Noire ou dans un important échange de prisonniers de guerre deux mois plus tard²⁵. Peut-être soucieux de préserver une issue diplomatique au conflit ukrainien ou craignant une nouvelle crise avec Ankara, les pays occidentaux préfèrent regarder le verre à demi-plein ou, comme son secrétaire général, Jens Stoltenberg, flatter le « puissant engagement de la Türkiye dans notre Alliance »²⁶.

23. « Turkey will not join sanctions against Russia — Erdoğan », *Tass*, 25 mars 2022.

24. Ella Joyner, « Turkey holds off on Finland and Sweden in NATO », *Deutsche Welle*, 3 novembre 2022.

25. « Erdoğan: Russia, Ukraine swap 200 POWs under Türkiye's mediation », *TRT World*, 21 septembre 2022.

26. « Press conference with NATO Secretary General Jens Stoltenberg and the Minister of Foreign Affairs of Türkiye, Mevlüt Çavuşoğlu », *NATO-OTAN*, 3 novembre 2022. « Türkiye » est le nom officiel de l'État turc depuis décembre 2021.

2. RUSSIE : RIVALITÉ ET BONNES AFFAIRES

L'évolution des relations entre Ankara et Moscou est indissociable de l'engagement des deux pays dans la guerre en Syrie, où ils se sont révélés être les deux principaux des nombreux acteurs étrangers impliqués dans ce conflit, en cours depuis mars 2011.

Quand éclate la guerre civile dans ce pays, Ankara — qui maintenait des relations cordiales avec Bachar al-Assad — se range dans le camp de ses plus virulents adversaires. L'engagement turc en Syrie a été croissant. Il s'est traduit par des livraisons d'armes (notamment via l'opération Timber Sycamore évoquée plus haut) et la formation de combattants rebelles, en particulier ceux de l'Armée syrienne libre, qui fut pendant un moment la principale coalition rebelle du pays. Hormis une première incursion en territoire syrien en février 2015 pour y protéger un mausolée, au statut d'exclave turque, passé sous le contrôle de l'EI, c'est en août 2016 qu'a eu lieu la première opération majeure de l'armée turque en Syrie. L'objectif était d'y créer une zone tampon le long de sa frontière, ce qu'Ankara réclamait depuis 2013, sous prétexte de se protéger des incursions de militants kurdes, regroupés au sein des FDS qui venaient d'être désignées comme les meilleures alliées des États-Unis contre l'EI. À partir d'octobre 2017, la Turquie a également déployé des troupes dans la région d'Idlib et les maintient à ce jour²⁷.

Entretiens, la donne avait cependant profondément évolué. Le gouvernement syrien, qui ne contrôlait plus qu'un tiers de son territoire et dont on prédisait la chute imminente, a reçu, à partir de septembre 2015, le soutien militaire massif de la Russie. Celle-ci y a déployé des milliers de soldats et des dizaines d'avions de combat²⁸. Ce soutien a profondément modifié le cours de la guerre, au point que, à l'instar de plusieurs leaders arabes, le président Erdoğan ne réclame plus le renversement de son homologue syrien et se dit ouvert à un dialogue avec lui²⁹. Le déploiement russe a néanmoins mis face à face l'Armée rouge et les forces armées turques, ce qui a entraîné, en novembre 2015, un grave incident, au cours duquel un F-16 turc a abattu un Su-24, qui s'est écrasé en territoire syrien. Une crise dans les relations entre les deux pays a alors éclaté, Moscou imposant des sanctions économiques à la Turquie, expulsant des citoyens turcs vivant sur son territoire et intensifiant ses bombardements sur les combattants turkmènes, alliés privilégiés d'Ankara en Syrie³⁰.

27. Georges Berghezan, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *op. cit.*

28. Nathalie Guibert, « 'Pourquoi l'intervention militaire russe en Syrie est un succès' », *Le Monde*, 13 septembre 2017.

29. « Rapprochement. Erdoğan disposé à reprendre langue avec Assad : inquiétude des réfugiés syriens en Turquie », *Le Courrier international*, 24 août 2022.

30. Soli Özel, « The Crisis in Turkish-Russian Relations », *Center for American Progress*, 10 mai 2016.

La crise n'a cependant pas duré. Le 9 août 2016, un peu plus d'un mois après qu'Erdoğan se déclare « désolé » de l'incident, mais aussi trois semaines après la tentative de coup d'État « güleniste », vivement dénoncée par Moscou, les deux présidents ont scellé leur réconciliation par une rencontre à Saint-Pétersbourg³¹. La levée des sanctions et la reprise des relations économiques ont été évoquées lors de ce sommet, mais également la guerre en Syrie. En effet, en décembre de la même année, à Astana (Kazakhstan), la Russie et la Turquie ont organisé des négociations rassemblant le gouvernement de Damas et l'opposition armée, à l'exception des FDS et des djihadistes³². Avec le recul, on constate que, s'il n'a pas rétabli la paix, le processus d'Astana a néanmoins permis une nette désescalade dans le conflit syrien. La collaboration des forces russes et turques dans leurs zones respectives d'occupation n'a pas été exempte d'incidents et de tensions, comme la conquête de la région d'Afrine, à majorité kurde, où étaient stationnés des militaires russes, par l'armée turque en janvier 2018³³, ou encore le bombardement, vraisemblablement russe, qui a coûté la vie à des dizaines de soldats turcs dans la poche d'Idlib en février 2020³⁴. De même, l'assassinat de l'ambassadeur russe par un policier turc à Ankara en décembre 2016 n'a guère apaisé les relations entre les deux pays.

Le même scénario, avec Moscou et Ankara dans des camps opposés pour finalement favoriser une solution négociée, allait se dérouler peu après en Libye puis en Azerbaïdjan.

En Libye, le déclenchement, en avril 2019, de l'offensive de l'Armée nationale libyenne (ANL) du général Haftar en vue de s'emparer de Tripoli, la capitale où siégeait le Gouvernement d'accord national (GAN), a bénéficié du soutien militaire de Moscou, particulièrement sous la forme de ventes d'armes et du déploiement de sa société militaire Wagner. En réaction, la Turquie a intensifié ses propres livraisons d'armes au GAN et aux milices qui lui étaient fidèles, notamment des drones de combat Bayraktar TB2. En janvier 2020, alors que l'ANL atteignait la banlieue de Tripoli, la Turquie y a déployé ses troupes, en sus de mercenaires recrutés en Syrie. Cela a permis une contre-offensive qui a non seulement sauvé le gouvernement de Tripoli, mais aussi inversé le cours de la guerre, les forces du GAN pénétrant dans l'Est libyen, contrôlé depuis plusieurs années par l'ANL. Pour rappel, les livraisons d'armes et le déploiement de troupes, tant russes que turcs, ont été réalisés malgré l'embargo de l'ONU en vigueur depuis février 2011³⁵.

31. Shaun Walker & Jennifer Rankin, « Erdoğan and Putin discuss closer ties in first meeting since jet downing », *The Guardian*, 9 août 2016.

32. « Resolution 2336 (2016), Adopted by the Security Council at its 7855th meeting, on 31 December 2016 », *United Nations*, S/RES/2336 (2016).

33. « Turkey refutes Russian call for Syria's Afrin », *Hürriyet Daily News*, 10 avril 2018.

34. Bethan McKernan, « Dozens of Turkish soldiers killed in strike in Idlib in Syria », *The Guardian*, 28 février 2020.

35. Georges Berghezan, « Turquie : une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur », *Note d'analyse du GRIP*, 21 janvier 2021.

En dépit des combats en Libye, les présidents Erdoğan et Poutine ont gardé des contacts étroits, appelé conjointement à un cessez-le-feu³⁶ et chargé leurs diplomates de préparer un accord en ce sens³⁷. Cet accord, prévoyant un « cessez-le-feu permanent » et le départ des troupes étrangères en plus d'un processus politique, a finalement été signé par les deux factions libyennes le 23 octobre 2020³⁸. Bien qu'il soit manifestement violé par Ankara, qui maintiendrait plusieurs bases militaires en Libye, dont la base navale de Zuwara³⁹ et la base aérienne d'al-Watiya⁴⁰, et qu'aucune solution politique durable ne soit venue éclaircir le ciel libyen, cet accord tient vaille que vaille à ce jour et a permis une nette diminution de la violence armée dans le pays. Turquie et Russie semblent avoir réussi à jouer efficacement aux pompiers après avoir endossé le rôle de pyromanes.

En Azerbaïdjan, la reprise de la guerre, en septembre 2020, entre forces arméniennes et azéries pour le contrôle de la région du Nagorno-Karabakh a connu une issue similaire. La Russie est, traditionnellement, le principal fournisseur en armes de l'Arménie depuis l'indépendance des deux pays et y maintient une base militaire. L'Azerbaïdjan s'approvisionne également en Russie, mais aussi en Israël et, particulièrement ces dernières années, de plus en plus en Turquie⁴¹. Ankara et Bakou sont également liées par plusieurs accords de coopération militaire, le plus ancien datant de 1992.

L'Azerbaïdjan a réussi en six semaines à s'emparer de la plus grande partie du territoire qu'il revendiquait. Cette victoire militaire rapide est due en partie au soutien militaire intense offert par la Turquie avant et pendant le conflit. Des manœuvres de « répétition générale » ont eu lieu en Azerbaïdjan dans les semaines précédant la reprise des hostilités, avec la participation de 11 000 soldats turcs⁴². Pendant la guerre, l'utilisation des Bayraktar TB2 a été déterminante, d'abord pour éliminer les défenses aériennes et les radars arméniens, puis pour attaquer les troupes au sol⁴³.

Une déclaration conjointe de cessez-le-feu a été publiée par les présidents d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Russie le 10 novembre 2020. Selon cet accord, l'Azerbaïdjan conservera la partie du Nagorno-Karabakh conquise par les armes, l'Arménie retirera ses troupes des zones adjacentes où elles étaient encore présentes et près de 2 000 militaires russes constitueront une force de maintien de la paix, chargée notamment de sécuriser un corridor entre l'Arménie et le Karabakh⁴⁴. Le lendemain, les ministres russe et turc de la

36. « Libya conflict: Turkey and Russia call for ceasefire », *BBC*, 8 janvier 2020 ; « Turkey, Russia continue to work together for Libya ceasefire », *Aljazeera*, 15 juin 2020.

37. « Turkish, Russian officials nearing deal on Libya ceasefire, political process – minister », *Reuters*, 16 septembre 2020.

38. « 'Historic' Libya truce agreed, UN says », *Deutsche Welle*, 23 octobre 2020.

39. « Turkey establishing naval base in Libyan Zuwara town, says HoR member », *Libya Update*, 6 septembre 2021.

40. Dorian Jones, « Turkey Under Pressure Over Military Presence in Libya », *VoA*, 22 juin 2021.

41. Hovhannes Nazaretyan, « Arms Supplies to Armenia and Azerbaijan », *EVN Report*, 17 février 2021.

42. Vasif Huseynov, « Azerbaijan, Turkey Hold Large-Scale Military Drills Amidst Escalation of Tensions With Armenia », *The Jamestown Foundation*, 14 août 2020.

43. Hülya Kinik & Sinem Çelik, « The Role of Turkish Drones in Azerbaijan's Increasing Military Effectiveness: An Assessment of the Second Nagorno-Karabakh War », *Insight Turkey 2021*, vol. 23, n° 4, p. 169-191.

44. « Armenia, Azerbaijan and Russia sign Nagorno-Karabakh peace deal », *BBC*, 10 novembre 2020.

Défense signaient un accord visant à établir un centre conjoint de contrôle du cessez-le-feu qui, selon le président Erdoğan, serait basé « sur les terres que l'Azerbaïdjan a libérées de l'occupation »⁴⁵. Ce centre, basé à Agdam, entre l'Arménie et le Karabakh, a commencé à opérer le 30 janvier 2021. Il réunit plusieurs dizaines de militaires turcs et russes⁴⁶, mais il n'a pas pu empêcher de nombreuses violations du cessez-le-feu, dont les plus sanglantes ont eu lieu en novembre 2021 et septembre 2022.

L'entente et la collaboration russo-turques ont été également approfondies par d'autres accords, dont l'achat par Ankara des systèmes S-400 mentionnés plus haut. Le 12 septembre 2017, le président Erdoğan a annoncé la décision d'en acheter, pour un montant de 2,5 milliards USD, quatre batteries, les deux premières devant être fabriquées en Russie et les deux autres assemblées en Turquie⁴⁷. Intervenant en plein refroidissement des relations avec Washington, cette décision pourrait avoir été prise pour contourner le refus des États-Unis de vendre à Ankara la nouvelle version des missiles antiaériens Patriot, l'équivalent du S-400⁴⁸. Les premiers éléments de S-400 sont arrivés en Turquie en juillet 2019⁴⁹ et une première batterie a été déployée moins de deux mois plus tard sur la base aérienne de Mürted Akinci près d'Ankara⁵⁰. Entretemps, au grand déplaisir de Washington, Erdoğan avait annoncé une production conjointe avec la Russie d'une nouvelle génération de missiles antiaériens, les S-500⁵¹. Cependant, en septembre 2022, l'annonce par le chef russe de la coopération militaire d'un nouvel achat de systèmes S-400 par la Turquie a été immédiatement démentie par un responsable turc. Le client serait mécontent de l'insuffisance de transferts technologiques opérés par la Russie et de déficiences du système constatées pendant des essais⁵².

Un autre accord majeur entre les deux pays concerne le secteur énergétique. Il a été annoncé le 1^{er} décembre 2014 à Ankara par le président Poutine. Par la même occasion, il a confirmé qu'il renonçait au projet de gazoduc South Stream, qui devait amener du gaz russe en Bulgarie, puis alimenter les Balkans et l'Europe centrale, en passant sous la mer Noire⁵³. Ce projet avait de toute façon déjà été suspendu quelques mois plus tôt par Sofia, sous la pression de l'UE. Le nouveau gazoduc, dénommé d'abord Turkish Stream, puis TurkStream, emprunte, sur sa plus grande partie, le même itinéraire que South Stream, mais débouche quelques dizaines de kilomètres plus au sud, dans la partie européenne de

45. « Turkey, Russia to set up joint center to watch Nagorno-Karabakh peace », *Hürriyet Daily News*, 11 novembre 2020.

46. « Russia and Turkey open monitoring centre for Nagorno-Karabakh », *Middle East Monitor*, 30 janvier 2021.

47. Marie Jégo, « La Turquie signe avec la Russie pour la fourniture de missiles antiaériens S-400 », *Le Monde*, 13 septembre 2017.

48. « Erdoğan says no step back from Russian S-400 deal », *Hürriyet Daily News*, 4 juin 2019.

49. « Turkey receives first S-400 delivery from Russia », *Deutsche Welle*, 12 juillet 2019.

50. « First Deployment of Turkish S-400 Spotted by Satellite », *Defense Update*, 3 septembre 2019.

51. « Turkey to produce missile system with Russia », *Deutsche Welle*, 19 mai 2019.

52. Ragib Soylu, « A second S-400 deal with Turkey? Not so fast, insiders say », *Breaking Defense*, 12 septembre 2022 & Turkey accused Russia of fraud, discloses fatal flaws in Russian-made S-400 SAM system, calling it a 'chimney' », *Global Defense Corp*, 1^{er} février 2022.

53. « Russia drops South Stream gas pipeline plan », *BBC*, 1^{er} décembre 2014.

la Turquie. Il permet de plus que doubler les livraisons russes par gazoduc à la Turquie, qui bénéficie depuis 2003 de l'apport du Blue Stream, traversant l'est de la mer Noire.

Ce nouveau projet de gazoduc a été suspendu en novembre 2015 après l'incident aérien à la frontière syrienne, mais a été confirmé moins d'un an plus tard avec la signature d'un accord à Istanbul en octobre 2016⁵⁴. Les travaux se sont ensuite déroulés sans problème majeur jusqu'à l'inauguration officielle du gazoduc le 8 janvier 2020, en présence des deux présidents... et de leur homologue bulgare. En effet, la veille, l'opérateur gazier bulgare avait déclaré que le TurkStream fournissait déjà du gaz à l'Europe via son pays⁵⁵. Vers la fin 2022, soit plusieurs mois après le début de l'invasion de l'Ukraine, alors que la Russie semblait pousser la Turquie à stocker davantage de gaz sur son territoire, le gazoduc alimentait également la Macédoine du Nord, la Serbie et la Hongrie⁵⁶.

Toujours sur le plan énergétique, la Russie est, depuis 2015, en train de construire la première centrale nucléaire turque, à Akkuyu, sur la côte méditerranéenne. La mise en service du premier de ses quatre réacteurs est prévue dans le courant de l'année 2023. En outre, en octobre 2022, Erdoğan a demandé à Moscou la construction d'une seconde centrale, qui serait installée à Sinop, sur la côte de la mer Noire⁵⁷.

Enfin, les relations entre les deux pays ont été mises à rude épreuve par la guerre en Ukraine. Si Ankara a, nettement et à plusieurs reprises, condamné l'invasion russe et l'annexion de territoires ukrainiens, elle a refusé de s'aligner sur les sanctions décrétées par Washington et Bruxelles et adopte ainsi une position singulière au sein de l'OTAN. En outre, profitant de ces sanctions et de prix discount offerts par Moscou, elle a ouvert de nouveaux débouchés aux exportations russes d'hydrocarbures et fortement accru son commerce bilatéral. Selon le New York Times, se basant sur des données disponibles au 30 octobre 2022, la Turquie a plus que doublé (+113 %) ses exportations avec la Russie depuis mars 2022 (par rapport à la période 2017-21) et plus que triplé (+213 %) ses importations⁵⁸.

Plus que vraisemblablement, la Russie s'imposera comme premier importateur de la Turquie au terme de l'année 2022, alors qu'elle n'arrivait qu'en troisième place en 2020⁵⁹.

Malgré ces relations étroites avec Moscou, la Turquie garde des liens cordiaux avec l'Ukraine, dont elle est un important soutien militaire grâce à ses livraisons de drones Bayraktar TB-2, décisifs dans les récentes guerres de Libye et d'Azerbaïdjan. Après en avoir acheté une vingtaine avant le conflit⁶⁰, Kiev en aurait acquis une cinquantaine d'autres

54. « Projet de gazoduc TurkStream : le nouveau coup de maître stratégique de Poutine », *France 24*, 13 octobre 2016.

55. « Turkey, Russia launch Turkish Stream pipeline carrying gas to Europe », *EurActiv*, 9 janvier 2020.

56. « Putin puts 'gas hub' plan to Erdoğan, hints at sabotage attempt against TurkStream », *EurActiv*, 13 octobre 2022.

57. Selcan Hacaoglu, « Turkey Asks Russia to Build Another Nuclear Plant, Defying US », *Bloomberg*, 20 octobre 2022.

58. Lazaro Gamio et Ana Swanson, « How Russia Pays for War », *The New York Times*, 30 octobre 2022.

59. « Trade Summary for Turkey 2020 », *World Integrated Trade Solution (WITS)*, consulté le 14 novembre 2022.

60. Valius Venckunas, « Ukraine receives new batch of Bayraktar TB-2 drones from Turkey », *Aerotime Hub*, 2 mars 2022.

durant les premiers mois suivant l'invasion, dont quelques-uns cédés gratuitement. Les moteurs des drones seraient construits en Ukraine⁶¹.

Logiquement, la Turquie se trouve dans une position idéale pour faire office de médiateur entre les deux parties. À l'inverse des postures martiales des Occidentaux, le président Erdoğan, qui a rencontré à plusieurs reprises ses homologues russe et ukrainien depuis le 24 février, n'a cessé de plaider pour des négociations et une solution diplomatique à la crise. L'accord permettant la reprise des exportations ukrainiennes de céréales via la mer Noire, signé à Istanbul le 22 juillet 2022, a été grandement facilité par la diplomatie turque⁶². Début novembre 2022, alors que Moscou menaçait de le dénoncer, l'intervention d'Erdoğan aurait permis de le maintenir en vie⁶³. C'est également en Turquie que responsables états-unis et russes continuent à entretenir des contacts de haut niveau⁶⁴. Il y a donc fort à parier qu'Ankara tiendra un rôle majeur lors des inévitables négociations qui, tôt ou tard, clôtureront le sanglant conflit ukrainien. L'influence globale de la Turquie en ressortira encore renforcée.

L'intensification des liens entre Moscou et Ankara, en particulier depuis 2016, doit beaucoup aux relations entre les deux présidents et à leur personnalité. Bien que se retrouvant souvent dans des camps opposés dans les conflits de la région, les deux pays ont donné la priorité à la réalisation de plusieurs projets communs, sur les plans économique et militaire notamment, et accru une interdépendance facilitée par leur proximité géographique. Plutôt qu'une alliance, ce partenariat⁶⁵ est également fondé sur une prise en compte des intérêts sécuritaires de l'autre, en contraste avec l'attitude de l'Occident, dont la conception de la sécurité est beaucoup plus exclusive⁶⁶.

61. Ragıp Soylu, « Ukraine received 50 Turkish Bayraktar TB2 drones since Russian invasion », *Middle East Eye*, 28 juin 2022.

62. « L'accord sur les céréales ukrainiennes signé à Istanbul », *Trends Tendances*, 22 juillet 2022.

63. « Zelensky, Blinken thank Türkiye for role in saving grain deal », *Hürriyet Daily News*, 3 novembre 2022.

64. Natasha Bertrand, « CIA Director Bill Burns met with Russian counterpart Monday », *CNN*, 14 novembre 2022.

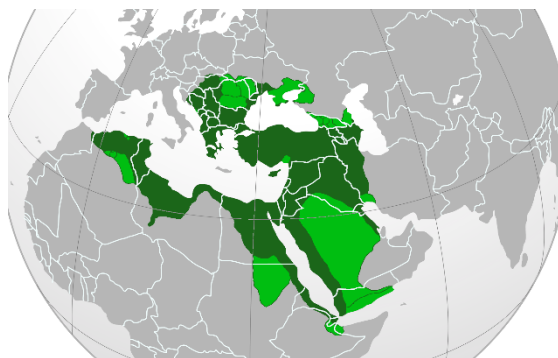
65. David Narmania, « Why is Russia set to tolerate Türkiye's attempt to launch a 'small, victorious war' in Syria? », *RT*, 1^{er} décembre 2022.

66. Daria Isachenko, « Turkey and Russia, The Logic of Conflictual Cooperation », *SWP Research Paper* Stiftung Wissenschaft und Politik, German Institute for International and Security Affairs & Center for Applied Studies, 7 octobre 2021.

3. INFLUENCE MULTIFORME ET CROISSANTE DANS L'ESPACE TURCO-OTTOMAN

Les zones où la Turquie entend exercer son influence comprennent des régions ayant appartenu à l'Empire ottoman entre le XIV^e et le XX^e siècle. En outre, on observe une activité particulière de la Turquie dans des régions dont la population pratique la langue turque ou des langues apparentées⁶⁷. Cette zone, turcophone ou ex-ottomane, comprend des territoires s'étendant du Maroc, à l'ouest, à la Chine, à l'est, ainsi que des Balkans, au nord, jusqu'aux rives de la mer Rouge, au sud. Ce chapitre est donc consacré à un examen sommaire de l'évolution récente des relations, privilégiées ou conflictuelles, de la Turquie avec les États issus de l'Empire ottoman et ceux dont une importante partie de la population pratique une langue proche du turc.

Figure 1 : Les frontières approximatives de l'empire Ottoman en l'an 1590. Le vert foncé représente les territoires directement administrés par l'empire, le vert clair représente les États vassaux reliés à celui-ci.



Source: Own work - Bosphore9

L'Empire ottoman n'a que brièvement intégré certaines régions du Maroc, dont sa capitale, Fès, à l'exception de son extrémité orientale, les environs d'Oujda. L'époque contemporaine, y compris celle marquée par le pouvoir d'Erdoğan, est le théâtre d'une coopération économique et commerciale assez intense entre les deux pays, avec un accord de libre-échange signé en 2006⁶⁸. Le Maroc est également un bon client de l'industrie de défense turque, avec notamment près d'une vingtaine de drones Bayraktar TB2 acquis en

67. Patrice de Beer, « Le monde turcophone », *Le Monde*, 13 mai 2004.

68. « Relations between Türkiye and Morocco », *Ministry of Foreign Affairs, Republic of Türkiye*, consulté le 16 novembre 2022.

2021⁶⁹ et qui auraient été « testés » contre des véhicules civils traversant le Sahara occidental⁷⁰. Au sujet de ce territoire, Ankara n'a jamais reconnu son annexion par Rabat, malgré certaines allégations de la presse marocaine⁷¹.

Figure 2 : États membres (en vert) et observateurs (en bleu) de l'Organisation des États turques



Alors que le nord du pays a fait partie de l'Empire ottoman jusqu'en 1830, l'Algérie serait le second partenaire commercial de la Turquie en Afrique. Un « accord d'amitié et de coopération » a été signé en 2006⁷² et un accord de libre-échange était en discussion en 2022⁷³. La Turquie semble particulièrement intéressée par une intensification de la coopération dans le domaine de l'industrie de la défense⁷⁴, alors que l'Algérie est le pays d'Afrique avec les dépenses militaires les plus élevées.

69. « Le Maroc réceptionne de nouveaux drones turcs », *bladi.net*, 13 décembre 2021.

70. Issam El Yadari, « Les FAR détruisent un convoi de camions algériens aux confins du Sahara », *Le Desk*, 10 avril 2022.

71. « Déclaration du porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères », *Ambassade de Türkiye à Alger*, Facebook, 12 mai 2022.

72. « Turkey, Algeria eye \$5 billion in bilateral trade, expand mutual investments », *Daily Sabah*, 26 janvier 2020.

73. Lilia Aït Akli, « Algérie-Turquie : Vers la signature d'un accord de libre-échange », *Le jeune Indépendant*, 26 juin 2022.

74. Enes Kaplan, « Erdoğan : "La Turquie et l'Algérie s'engagent à renforcer la coopération dans le domaine de l'industrie de la défense" », *Anadolu Agency*, 16 mai 2022.

La Tunisie est un des principaux partenaires de la Turquie en matière de défense. Ankara a contribué à moderniser l'armée tunisienne et de premiers exercices militaires conjoints ont eu lieu en 2021⁷⁵. De plus, Tunis est le principal acheteur d'armes turques sur le continent africain pour la période 2005-2021⁷⁶. Cependant, les relations entre les deux pays se sont dégradées après la dissolution, par le président Kaïs Saïed en mars 2022, du parlement dominé par Ennahdha. Depuis 2011, Ennahdha est un des principaux partis tunisiens. Inspiré par les Frères musulmans mais aussi la révolution islamique iranienne, il est fortement soutenu par Ankara. Le président Erdoğan a notamment condamné la dissolution du parlement et critiqué le renforcement du pouvoir de Kaïs Saïed⁷⁷.

Les relations entre la Libye, qui a fait partie de l'Empire ottoman jusqu'en 1911, et la Turquie ont été particulièrement tendues à l'époque où le colonel Kadhafi dirigeait le pays, en raison de son soutien à la cause kurde⁷⁸. Après le renversement de ce dernier lors d'une insurrection soutenue par l'OTAN en 2011 – une opération mollement approuvée par Ankara –, la Turquie s'est imposée dans le chaos libyen en devenant le principal soutien militaire du Gouvernement d'accord national (GAN) au pouvoir à Tripoli, ce qui a été développé au chapitre précédent.

En Égypte, les autorités turques ont salué la révolution de 2011, puis l'élection de Mohamed Morsi, se réclamant des Frères musulmans, à la présidence de la République en juin 2012. Elles ont condamné sans réserve le renversement de Morsi un an plus tard, son remplacement par son ministre de la Défense, Abdel Fattah el-Sisi, et la répression contre les Frères musulmans qui a suivi. La rupture des relations diplomatiques entre les deux pays n'a cependant guère nui à leur commerce bilatéral qui a atteint un volume de plus de 11 milliards USD en 2020. Depuis le début 2021, on assiste à une reprise des contacts politiques entre les deux parties et à des gestes significatifs, comme la fermeture de médias financés par la Turquie et hostiles au pouvoir en place au Caire. Cependant, plusieurs obstacles restent à surmonter avant de parvenir à une réconciliation en bonne et due forme. Alors que le sous-sol méditerranéen regorge de gaz, la frontière maritime entre les deux pays reste à tracer. En outre, en Libye, après avoir encouragé l'offensive du général Haftar, l'Égypte continue à soutenir le gouvernement basé à Tobrouk, alors qu'Ankara reste fidèle à celui de Tripoli⁷⁹.

Premier pays à majorité musulmane à reconnaître l'État d'Israël dès 1949, les relations d'Ankara avec Tel-Aviv ont été plutôt bonnes jusqu'à la guerre de Gaza de 2008-2009, farouchement dénoncée comme une agression israélienne par Erdoğan, encore Premier

75. Nebahat Tanrıverdi Yaşar, « Unpacking Turkey's Security Footprint in Africa », *SWP Comment* 42, juin 2022.

76. Kate Hairsine, Burak Ünveren, « Turkey deepens its defense diplomacy in Africa », *Deutsche Welle*, 28 octobre 2022.

77. Juan Peña, « Conflit entre la Tunisie et la Turquie suite aux dernières remarques d'Erdoğan », *Atalayar*, 6 avril 2022.

78. Rozh Ahmad, « Jawad Mella says Muammar Gaddafi is the only world leader who truly supports the Kurds », *Ekurd Daily*, 16 juin 2011.

79. Khalil Al-Anani, « Egypt-Turkey Relations: Challenges and Future Prospects », *Arab Center Washington DC*, 18 octobre 2022.

ministre⁸⁰. Elles se sont encore détériorées quand, en mai 2010, les forces israéliennes ont tué neuf activistes, dont huit Turcs, naviguant dans les eaux internationales à bord d'une flottille humanitaire⁸¹. L'année suivante, la Turquie a suspendu ses nombreuses relations militaires avec Israël⁸². Après un premier rapprochement et des excuses du Premier ministre Netanyahu en mars 2013⁸³, un accord de normalisation a été conclu en juin 2016, prévoyant des compensations israéliennes pour les victimes de la flottille, le rétablissement partiel de relations diplomatiques et la collaboration sur plusieurs dossiers⁸⁴. Cependant, la répression israélienne à l'encontre des Palestiniens n'allait pas tarder à enflammer à nouveau les relations entre les deux pays, particulièrement en mai 2018 et mai 2021⁸⁵.

Bien que désireuse de s'approprier le flambeau de la cause palestinienne délaissé par plusieurs pays arabes, la Turquie n'a jamais totalement rompu ses relations avec Israël. En août 2022, elle a même rétabli des « relations diplomatiques pleines et entières » avec Tel-Aviv⁸⁶. Jusqu'à la prochaine crise ?

Les relations d'Ankara avec le Liban, qui a fait partie, comme toute la région, de l'Empire ottoman jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, n'ont pas connu d'incident ni d'avancée notable depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir. La Turquie s'inquiète cependant de l'influence importante du mouvement politico-militaire chiite Hezbollah⁸⁷ dans ce pays sinistré auquel elle fournit régulièrement de l'aide humanitaire⁸⁸. Par ailleurs, Ankara maintient un petit contingent de 150 militaires au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), établie en 1978⁸⁹. Il s'agit de la principale participation turque à une mission de la paix de l'ONU.

Il n'y a également que peu à dire sur les rapports avec la Jordanie, si ce n'est que, en mars 2016, le roi Abdallah a accusé la Turquie d'envoyer des « terroristes » en Europe et d'acheter du pétrole à El, tandis qu'Erdoğan serait, selon lui, partisan d'une « solution radicale islamiste dans la région » et « une solution religieuse en Syrie »⁹⁰.

80. « Recep Erdoğan storms out of Davos after clash with Israeli president over Gaza », *The Guardian*, 30 janvier 2009.

81. « Israeli assault on Gaza-bound flotilla leaves at least 9 dead », *CNN*, 1^{er} juin 2010.

82. « Turkey suspends Israel defence ties over Gaza aid raid », *BBC*, 6 septembre 2011.

83. Joel Greenberg et Scott Wilson, « Obama ends Israel visit by brokering end to dispute with Turkey », *The Washington Post*, 22 mars 2013.

84. Barak Ravid, « Israel and Turkey Officially Announce Rapprochement Deal, Ending Diplomatic Crisis », *Haaretz*, 27 juin 2016.

85. Emily Shugerman, « Turkish President accuses Israel of 'genocide' after Palestinian deaths on Gaza border », *The Independent*, 14 mai 2018 & « Turkey's Erdoğan calls Israel "terror state" over Palestinian clashes at Al-Aqsa », *Reuters*, 8 mai 2021.

86. « Israël et la Turquie rétablissent leurs relations diplomatiques après 12 ans », *France 24*, 17 août 2022.

87. « Turkey: Lebanon's Hezbollah Should Leave Syria », *Voice of America*, 29 décembre 2016.

88. « Turkey donates tons of medical equipment, medicine to Lebanon », *Daily Sabah*, 2 août 2022.

89. « UNIFIL Troop-Contributing Countries », *United Nations Interim Force in Lebanon*, mis à jour le 28 août 2022.

90. David Hearst, « Jordan's king accuses Turkey of sending terrorists to Europe », *Middle East Eye*, 26 mars 2016.

Le cas des relations d'Ankara avec la Syrie a été largement évoqué dans le chapitre précédent. Il convient d'ajouter que, depuis octobre 2021, les deux pays ont repris des contacts, notamment au niveau de leurs services de renseignement. En août 2022, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, a appelé à la « réconciliation » entre l'opposition et le gouvernement syrien⁹¹. À la même époque, un média turc publié à Vienne révélait les « cinq conditions » – dont le retour de la région d'Idlib sous la souveraineté de Damas – que le gouvernement syrien aurait mises à la relance des relations avec Ankara⁹². Cette reprise de contacts n'empêche pas la Turquie de continuer ses opérations contre les FDS et, collatéralement contre les forces de Damas, comme l'a encore montré son offensive aérienne de novembre 2022⁹³.

Troisième pays, avec Chypre et la Syrie, où la Turquie entretient une présence militaire sans l'aval des autorités centrales, l'Irak est en proie à des opérations militaires turques depuis 1983, sous le motif de pourchasser des militants du PKK qui ont trouvé refuge dans le nord du pays, majoritairement kurde. Particulièrement à partir de 2015, quand un cessez-le-feu entre Ankara et le PKK a été rompu, on a assisté à la multiplication des bases turques dans la région, avec l'assentiment du Gouvernement régional kurde, mais sans celui du gouvernement de Bagdad⁹⁴. La présence turque, initialement cantonnée à la zone frontalière, s'étend maintenant à plus de 100 km à l'intérieur du pays. Selon le ministère irakien de la Défense, la Turquie aurait établi plus d'une centaine de bases et avant-postes militaires dans le pays, et déployé plus de 4 000 hommes⁹⁵. Ce déploiement terrestre est couplé à la poursuite des bombardements aériens, comme ce fut encore le cas en novembre 2022⁹⁶.

Par ailleurs, la Turquie, qui n'a pas participé directement à l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003, contribue à la NATO Mission Iraq, la mission de conseil et de formation de l'OTAN dans ce pays. En dépit de l'opacité qui entoure cette mission, Ankara y participerait à hauteur d'au moins 25 conseillers militaires épaulés, en janvier 2021, par une force de protection d'une soixantaine de membres⁹⁷.

Se disputant le leadership idéologique du monde musulman, l'Arabie saoudite et la Turquie se sont d'abord retrouvées unies dans le soutien à l'opposition armée en Syrie. Cependant, en 2013, Ankara a condamné le renversement de Morsi en Égypte, alors que Riyad s'en

91. Harun al-Aswad, « Syrians react furiously to Turkey's call for reconciliation with Assad », *Middle East Eye*, 13 août 2022.

92. « Erdoğan Suriye'de 'U' dönüşü yaptı; Esad, Erdoğan'a 5 şart öne sürdü », *Kronos*, 17 août 2022.

93. Delphine Minoui, « La Turquie bombarde des régions kurdes en Syrie », *Le Figaro*, 20 novembre 2022.

94. Georges Berghezan, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *op. cit.*

95. Mustafa Gurbuz, « Turkey's Self-Fulfilling Prophecy in Iraq », *Arab Center Washington DC*, 28 septembre 2022.

96. Delphine Minoui, *op. cit.*

97. « Turkey sends 25 Military advisers to "support the Iraqi army" », *Shafaaq news*, 26 janvier 2021 & « Contribution of the TAF to Peace Support Operations », *Turkish General Staff*, consulté le 19 novembre 2022.

réjouissait, par crainte de la menace que ferait peser sur la monarchie saoudienne l'influence des Frères musulmans⁹⁸.

La dispute s'est envenimée en juin 2017 quand l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et l'Égypte ont rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar et lui ont imposé un sévère blocus, l'accusant de soutenir le « terrorisme » des Frères musulmans. La Turquie n'a pas seulement condamné le blocus, mais riposté en accélérant le déploiement de troupes dans sa nouvelle base à Doha, portant leurs effectifs à 5 000 hommes⁹⁹. Bien que le Qatar n'ait fait que par intermittence partie de l'Empire ottoman, aux XVI^e et XVII^e siècles, puis au XIX^e siècle¹⁰⁰, à la différence de la côte occidentale de l'Arabie saoudite, ayant connu 300 ans d'occupation ottomane ininterrompue, des liens très forts unissent Doha à Ankara depuis la prise de pouvoir par l'AKP. Les deux pays ont été actifs dans les mêmes camps lors de conflits dans plusieurs pays arabes, dont la Syrie, l'Égypte et la Libye. Ils collaborent également intensivement dans le domaine de l'industrie de défense¹⁰¹.

Les relations entre Ankara et Riyad ont atteint un point de rupture après l'assassinat, au consulat saoudien d'Istanbul en octobre 2018, du journaliste Jamal Khashoggi. Cependant, après une reprise de contacts fin 2020 apparemment favorisée par le départ de Donald Trump de la Maison Blanche¹⁰², et la fin du blocus qatari en janvier 2021, un pas important vers la réconciliation a été accompli en juin 2022 quand le président Erdoğan a reçu à Ankara le prince Mohammed ben Salmane. Alors que l'économie turque aurait un cruel besoin d'investissements extérieurs, les deux hommes se seraient engagés à normaliser totalement les relations entre leurs pays¹⁰³. En prélude à la visite saoudienne, le prince héritier des EAU, Mohammed ben Zayed, avait été reçu par Erdoğan en novembre de l'année précédente, autorisant une relance des investissements émiratis en Turquie¹⁰⁴.

De l'autre côté de la mer Rouge, les relations entre la Turquie et le Soudan ont été mises à l'épreuve avec le renversement, en avril 2019, du président Omar el-Bechir, un coup d'État vivement condamné par Ankara qui appréciait l'idéologie du Mouvement islamiste soudanais qu'il incarnait. Un projet de base navale aurait été abandonné peu après par les militaires ayant pris le pouvoir, avec le soutien de l'Égypte et de l'Arabie saoudite. Cependant, la Turquie et son allié qatari demeurent des partenaires essentiels de Khartoum, notamment dans le domaine économique et celui des infrastructures¹⁰⁵.

98. David Hearst, « Why Saudi Arabia is taking a risk by backing the Egyptian coup », *The Guardian*, 20 août 2013.

99. « Erdoğan: Turkey-Qatar military base serves regional 'stability' », *Aljazeera*, 25 novembre 2019.

100. Mehdi Ramzi, « Histoire du Qatar : un pays jeune et dynamique », *TourMaG.com*, 5 novembre 2022.

101. Georges Bergezan, « Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie », *op. cit.*

102. Dorian Jones, Biden Presidency, Economic Realities Spur Turkey-Saudi Rapprochement », *Voice of America*, 30 novembre 2020.

103. « 'A new era': Saudi Arabia's MBS in Turkey as nations mend ties », *Aljazeera*, 22 juin 2022.

104. Orhan Coskun, « Turkey, UAE sign investment accords worth billions of dollars », *Reuters*, 24 novembre 2021.

105. Jihad Mashamoun, « Turkey and Sudan: An enduring relationship? », *Middle East Institute*, 20 juillet 2022.

La Somalie n'a jamais fait formellement partie de l'Empire ottoman, mais plusieurs de ses sultans, à partir du XVI^e siècle, ont été de proches alliés de Constantinople, pour combattre l'Éthiopie chrétienne ou pour contester l'influence portugaise dans l'océan Indien. Les relations turco-somaliennes se sont redéveloppées quand Ankara est devenue, à partir de la famine de 2011, le principal fournisseur d'aide humanitaire et d'aide au développement de Mogadiscio, avec environ un milliard USD d'assistance dispensée au cours de la décennie s'achevant en 2020¹⁰⁶.

Cette aide comporte une contrepartie militaire puisque, en vertu d'un accord de coopération signé en 2010, la Turquie a ouvert en 2017 une base à Mogadiscio, le Camp Turksom, plusieurs fois visé par des attentats terroristes. Dédiée à la formation de l'armée somalienne, il s'agirait de la plus grande base à l'étranger de la Turquie dotée de cette fonction¹⁰⁷. Les estimations du nombre de militaires turcs déployés varient entre 200 et 2 000¹⁰⁸. En cinq ans, 5 000 soldats et plus de 700 officiers et sous-officiers somaliens y auraient été entraînés et équipés. En outre, des drones turcs seraient utilisés, pour la surveillance et, depuis 2022, pour bombarder les insurgés djihadistes d'al-Shabab¹⁰⁹.

L'Iran, sous son ancien nom de Perse, a été le principal adversaire de l'Empire ottoman sur son flanc oriental. En particulier entre les XVI^e et XIX^e siècles, de nombreuses guerres ont opposé les deux puissances, justifiées notamment par leurs divergences religieuses, l'Iran étant devenu le fief du chiisme tandis que le calife de Constantinople prétendait être le commandeur des croyants de confession sunnite. Malgré cette opposition, des peuples turciques, pratiquant une langue de souche turque, vivent en Iran. Parmi eux, les Azéris constituent la principale minorité du pays, représentant environ 16 % de la population iranienne¹¹⁰.

L'arrivée de l'AKP au pouvoir n'a, au départ, pas amélioré l'état des relations entre les deux États. Si Ankara et Téhéran ont salué la victoire électorale de Mohammed Morsi en Égypte et dénoncé son renversement, ils se sont retrouvés dans des camps opposés dans les guerres de Syrie et du Yémen. Leurs relations se sont améliorées après la condamnation par Téhéran de la tentative de coup d'État de 2016 en Turquie. L'année suivante, avec la Russie, les deux pays ont participé aux pourparlers d'Astana qui ont initié une désescalade dans le conflit syrien¹¹¹. En 2018, Ankara s'est opposée aux nouvelles sanctions des États-Unis contre l'Iran, décrétées après la dénonciation par Washington de l'accord sur le nucléaire iranien, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)¹¹².

106. H. A. Aksoy, S. Çevik, N. T. Yaşar, « Visualizing Turkey's Activism in Africa », *Centre for Applied Turkey Studies (CATS)*, 3 juin 2022.

107. « Turkey sets up largest overseas army base in Somalia », *Aljazeera*, 1^{er} octobre 2017.

108. Georges Bergehez, « Turquie : Une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur », *op. cit.*

109. Harun Maruf, « Somalia Military Rebuilding Shows Signs of Improvement », *VoA*, 30 novembre 2022.

110. « Le réveil nationaliste des Azéris d'Iran et ses conséquences virtuelles sur la stabilité du pays », *Institut français d'analyse stratégique*, 2006.

111. Orhan Gafarli, « Astana Talks, Turkey and Iran from Rivalry to Collaboration », *Future for Advanced Research & Studies*, 13 septembre 2017.

112. « Turkey told U.S. it opposes sanctions on Iran: foreign minister », *Reuters*, 24 juillet 2018.

Les opérations de la Turquie en Syrie ont été cependant critiquées par l'Iran¹¹³, comme son intervention dans la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 2020, où Ankara aurait « jeté de l'huile sur le feu » au lieu de rechercher une issue pacifique au conflit¹¹⁴. Alors que des Azéris iraniens ont manifesté en faveur de Bakou lors du déclenchement de cette guerre¹¹⁵, Erdoğan a suscité un profond émoi en Iran après avoir récité un poème plaçant pour le rattachement à l'Azerbaïdjan de régions iraniennes peuplées d'Azéris, le président turc se voyant accusé de « panturquisme »¹¹⁶. Ces tensions n'empêchent pourtant pas les deux pays de collaborer contre des militants kurdes en Irak, ou au moins de coordonner leurs opérations, que ce soit en juin 2020¹¹⁷ ou encore en novembre 2022¹¹⁸.

Des populations turciques sont présentes en Russie – notamment les Tatars – et dans plusieurs pays asiatiques. Le plus important est la Chine, comptant environ de 12 millions d'Ouïghours dans sa « région autonome ouïghoure du Xinjiang », en plus d'autres minorités turciques et musulmanes. Bien que le Premier ministre Erdoğan ait qualifié, en 2009, la répression de Beijing contre cette population de « quasi-génocide », il a, par la suite, donné la priorité à la collaboration économique avec ce pays, qui est un important investisseur et son second partenaire commercial¹¹⁹. En outre, la Turquie occupe une place stratégique dans l'Initiative chinoise « Ceinture et route » (ou « Route de la Soie »), où elle constitue la dernière étape du « corridor » destiné à connecter l'Europe à la Chine en passant par l'Asie centrale et l'Iran. Cependant, Ankara développe son propre corridor en direction de la Chine, empruntant un itinéraire semblable, mais contournant l'Iran. Il reste à voir si l'existence de ces deux corridors sera une source de rivalité ou de coopération entre les deux pays¹²⁰.

Dans d'autres pays, tous anciennement soviétiques, la population majoritaire est turcique. Il s'agit de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan¹²¹. Avec la Turquie, et à l'exception du Turkménistan, qui n'a qu'un statut d'observateur de même que la Hongrie et la « République turque de Chypre-Nord », ils ont créé en 2009 l'Organisation des États turciques (OET)¹²² dont l'objectif est, selon l'acte fondateur, de promouvoir la coopération à tous les niveaux entre les États membres¹²³.

113. Adham Hamed, « Why is Iran opposing Turkiye in launching a new operation in Syria? », *Al-Estiklal Newspaper*, 4 juin 2022.

114. « Iran criticizes Turkey's role in Nagorno-Karabakh conflict », *Al-Monitor*, 6 octobre 2020.

115. « Protests Erupt In Iran Backing Azerbaijan In Nagorno-Karabakh Conflict », *RFE/RL*, 2 octobre 2020.

116. « Iran summons Turkish ambassador over Erdoğan's poem on territorial integrity », *Tehran Times*, 11 décembre 2020.

117. Aykan Erdemir, « Turkey and Iran Orchestrate Joint Military Operations Against Kurdish Insurgents », *Policy Brief*, Foundation for the Defense of Democracies, 26 juin 2020.

118. Seth J. Frantzman, « Turkey and Iran attack Kurdish areas in Syria and Iraq », *The Jerusalem Post*, 21 novembre 2022.

119. « La relation entre la Turquie et la Chine toujours sur les rails, malgré le différend concernant les Ouïghours », *Middle East Eye*, 4 mai 2022.

120. M. Sait Akman, « Turkey's Middle Corridor and Belt and Road Initiative: Coherent or Conflicting? », *Italian Institute for International Political Studies*, 28 novembre 2019.

121. Patrice de Beer, op. cit.

122. « Turkic Council reforms into Organization of Turkic States », *TRT World*, 13 novembre 2021.

123. « Nakhchivan Agreement », *Organization of Turkic States*, 3 octobre 2009.

Ainsi, un processus de détermination d'un alphabet commun est à l'œuvre¹²⁴ et un fonds d'investissement conjoint a été lancé en novembre 2022¹²⁵. Les relations entre Ankara et les autres membres de l'OET sont complétées par des accords bilatéraux. Par exemple, la Turquie, incontestable leader de cette organisation, comptant plus d'habitants que les autres États membres réunis, est liée à l'Ouzbékistan par plus d'une centaine de protocoles et d'accords bilatéraux¹²⁶.

La Turquie entretient également une influence importante dans le sud-est de l'Europe, principalement dans les Balkans. L'Albanie est probablement son plus fidèle allié dans cette région, elle qui a fait partie pendant près de cinq siècles de l'Empire ottoman. Des relations étroites de coopération militaire unissent les deux États depuis 1992 et Ankara a notamment reconstruit la base navale de Pashaliman, dans le sud du pays, et a reçu le droit de l'utiliser¹²⁷. Après l'invasion russe de l'Ukraine, le gouvernement albanais a également proposé de mettre à la disposition de l'OTAN ce qui fut, dans les années 1950, la seule base soviétique donnant sur la Méditerranée¹²⁸.

De nombreux accords bilatéraux unissent les deux pays, dont un accord de partenariat stratégique signé en janvier 2021¹²⁹. Ankara a en outre fourni une importante assistance lors du tremblement de terre de novembre 2019¹³⁰. Au début 2022, le président Erdoğan a souligné les efforts de réhabilitation de l'héritage culturel ottoman entrepris par la Turquie dans le pays, mais s'est déclaré insatisfait des mesures prises par Tirana contre les partisans de Fethullah Gülen présents en Albanie¹³¹.

Un autre allié de la Turquie dans la région est la Bosnie-Herzégovine, ou du moins la composante bosniaque de ce pays toujours divisé selon des lignes ethniques. Ainsi, bien que les investissements turcs y soient assez modestes, la Bosnie a été en 2019 le principal bénéficiaire de l'assistance officielle au développement de la Turquie, avec près de 60 millions USD¹³². Cependant, le montant alloué l'année suivante a été bien inférieur (environ 8 millions USD)¹³³. Par ailleurs, le président Erdoğan se pose comme médiateur dans les querelles et crises institutionnelles opposant régulièrement des dirigeants bosniens aux aspirations fortement divergentes¹³⁴. Il tente en outre de promouvoir le dialogue et des relations plus intenses entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, facilitant des accords et

124. « Turkic States Discuss Creation of a Common Alphabet », *The Qazaqstan Monitor*, 21 octobre 2022.

125. « Turkic States form joint investment fund, appoint its head », *Daily Sabah*, 12 novembre 2022.

126. « Relations between Türkiye and Uzbekistan », *Ministry of Foreign Affairs, Republic of Türkiye*, consulté le 23 novembre 2022.

127. Georges Bergehezan, « Turquie : Une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur », *op. cit.*

128. « Albania proposes ex-Soviet Naval base to NATO to counter Russia », *Navy Recognition*, 27 mai 2022.

129. « Turkey says deals with Albania will take ties to strategic partnership », *TRT World*, 6 janvier 2021.

130. Orhan Onur Gemici, Furkan Abdula, Seyyid Emin, Dzihat Aliju, « Turkey's aid will never be forgotten: Albanian PM », *Anadolu Agency*, 28 novembre 2019.

131. Ali Murat Alhas, « Türkiye expects more tangible fight against FETO in Albania: President », *Anadolu Agency*, 17 janvier 2022.

132. S. Adar, H. A. Aksoy, S. Çevik, D. Isachenko, M. Rau, N. T. Yaşar, « Visualizing Turkey's Foreign Policy Activism », *Centre for Applied Turkey Studies*, 20 août 2021.

133. « Turkey », *Development Co-operation Profiles, OECD iLibrary*, consulté le 25 novembre 2022.

134. Hamdi Firat Buyuk, « Feuding Bosnians Look to Turkey's Erdoğan to Mediate Crisis », *BalkanInsight*, 10 novembre 2021.

des sommets trilatéraux¹³⁵ et finançant des projets rapprochant les deux pays, comme l'autoroute Sarajevo-Belgrade¹³⁶.

L'intérêt d'Ankara pour la Bosnie est aussi confirmé par sa participation significative à l'opération militaire de l'UE EUFOR-Althea¹³⁷, dont le quasi-doublement des effectifs a été annoncé le jour même du début de l'invasion russe de l'Ukraine¹³⁸. En revanche, Erdoğan a contesté de récentes mesures prises par Christian Schmidt, le tout-puissant Haut Représentant allemand qui règne sur la Bosnie-Herzégovine¹³⁹, dont la légitimité est remise en cause par la Russie et d'autres pays. Sa nomination n'a en effet pas été entérinée par le Conseil de sécurité de l'ONU alors que, depuis plusieurs années, l'abolition de cette fonction, et d'autres postes monopolisés par des Européens, est un des chevaux de bataille des représentants politiques serbes de Bosnie. En se ralliant à demi-mot à cette revendication, le président turc semble se distancer de ses « protégés » bosniaques, favorables au maintien d'une tutelle étrangère sur leur pays.

Bien qu'Ankara ait été un des principaux soutiens à l'indépendance du Kosovo, bien que la déclaration du Premier ministre Erdoğan en 2013, selon laquelle « la Turquie est le Kosovo et le Kosovo est la Turquie », ait fait scandale en Serbie, bien que l'annonce, fin 2022, d'une vente de drones Bayraktar TB2 à une armée kosovare en gestation ait profondément déplu à Belgrade¹⁴⁰, les relations serbo-turques se sont fortement développées et connaîtraient actuellement, selon le président serbe Aleksandar Vučić, un « âge d'or » jamais vu par le passé¹⁴¹. Par ailleurs, la Turquie n'hésite pas à critiquer occasionnellement son protégé kosovar, par exemple, lorsque celui-ci a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël¹⁴². Fortement dépendant économiquement d'Ankara, le Kosovo est un des rares pays au monde à avoir cédé aux pressions turques en faveur de l'extradition de partisans du prédicateur Gülen¹⁴³. Enfin, il est significatif de noter que la Turquie maintenait, en octobre 2022, 350 militaires au sein de la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR), soit le 4^e contingent d'une force de 3 762 soldats¹⁴⁴.

L'accession d'Erdoğan et de l'AKP au pouvoir a coïncidé avec un net développement de l'influence turque sur trois continents, en particulier dans les pays qui firent partie de l'Empire ottoman et ceux appartenant à l'aire linguistique turque. Les moyens mis en œuvre

135. « Bosnia, Serbia and Turkey Sign Trade Agreement », *BalkanInsight*, 14 mai 2013.

136. « President Erdoğan attends Turkey-Bosnia and Herzegovina-Serbia Trilateral Summit », Directorate of Communications, *Presidency of the Republic of Türkiye*, 8 octobre 2019.

137. Capt Tadhg McCarthy, « COMEUFOR receives visit from Turkish CHOD and Ambassador to BiH », *Operation Althea*, 7 juin 2021.

138. « Berlin ne permettra pas la mise en péril de la paix en Bosnie », *RTBF*, 10 mars 2022.

139. « Erdoğan objects High Representative's interventions in Bosnia's Election Law », *N1*, 6 septembre 2022.

140. « Kosovo wants Turkish attack drones – official », *RT*, 20 décembre 2022.

141. Ivica Petrović, « Erdoğan u Beogradu: pregovarački kapacitet Turske », *Deutsche Welle*, 8 septembre 2022.

142. « Turkey: We are disappointed by Kosovo's move to recognize Israel », *Law for Palestine*, 9 septembre 2020.

143. « Kosovo PM sacks security chief after six 'Gülenists' extradited to Turkey », *Middle East Eye*, 31 mars 2018.

144. « Contributing Nations », *KFOR*, Joint Force Command Naples, OTAN, octobre 2022.

pour affirmer cette influence sont des plus variés : aide humanitaire, relations culturelles, investissements, commerce, soutien militaire, des ventes d'armes à l'installation de bases et la participation directe à des conflits armés. Les motivations de ce regain d'intérêt pour cette vaste région ne sont pas seulement historiques, culturelles ou idéologiques. Elles relèvent aussi d'intérêts économiques et d'une volonté de s'autonomiser par rapport à l'Occident. Par ailleurs, après près d'une décennie d'antagonisme aigu avec certains pays « ex-ottomans », l'heure semble être, sinon à la réconciliation, du moins à la normalisation des relations avec plusieurs d'entre eux, notamment l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran, la Syrie ou même Israël.

4. AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LE NOUVEL ELDORADO ?

Une des caractéristiques majeures de la politique extérieure de l'AKP a été sans conteste l'intensification des liens avec les États d'Afrique subsaharienne. Le début de l'intérêt d'Ankara pour l'Afrique remonte à 1998, avec le lancement d'un « plan d'action pour une ouverture à l'Afrique »¹⁴⁵. Mais c'est bien sous le règne de l'AKP, et en particulier depuis 2005, déclarée « année de l'Afrique » en Turquie et lors de laquelle Ankara a obtenu le statut d'observateur à l'Union africaine¹⁴⁶, que le développement de ces relations a été spectaculaire. Quelques chiffres en témoignent. Selon une responsable du ministère turc des Affaires étrangères, Ankara avait, en mai 2022, « 43 ambassades en Afrique », pour une douzaine en 2009¹⁴⁷. En qualité de Premier ministre ou de président, Erdoğan a effectué 58 visites dans 32 pays africains entre 2003 et la mi-2022, plus que tout autre chef d'État non africain¹⁴⁸. La Turquie aurait fourni pour 2,2 milliards USD d'assistance au développement à des pays africains entre 2008 et 2022¹⁴⁹ et son agence pour la coopération et l'aide au développement, la Türk İşbirliği ve Koordinasyon Ajansı (TİKA) a ouvert des bureaux dans 22 pays¹⁵⁰. Le volume du commerce turco-africain aurait septuplé en deux décennies pour atteindre 29,45 milliards USD en 2021, contre 4,09 milliards en 2000, avec une balance largement favorable aux exportateurs turcs¹⁵¹. Le développement de ce commerce est encore plus spectaculaire si on se limite au sud du Sahara : de 1 milliard USD en 2002 à 7,6 milliards en 2019¹⁵². En 2021, la compagnie nationale Turkish Airlines desservait 26 destinations subsahariennes, alors qu'en 2003, elle n'allait pas au-delà de l'Afrique du Nord¹⁵³.

145. Jean Marcou, « La Turquie, une nouvelle puissance africaine », *Orient XXI*, 18 janvier 2022.

146. « Türkiye and The African Union », *Ministry of Foreign Affairs*, Republic of Türkiye, consulté le 6 décembre 2022.

147. Zeliha Eliaçık, Metin Erol, « 'Türkiye-Africa diplomatic relations gained momentum after 2002' », *Anadolu Agency*, 24 mai 2022.

148. John Calabrese, « Building in Africa: Turkey's "Third Way" in China's Shadow », *Middle East Institute*, 21 juin 2022.

149. Zeliha Eliaçık, Metin Erol, *op. cit.*

150. Jean Marcou, *op. cit.*

151. H. A. Aksoy, S. Çevik, N. T. Yaşar, *op. cit.*

152. Burak Ünveren, « Turkey: Africa's 'anti-colonial benevolent brother' », *Deutsche Welle*, 2 avril 2021.

153. Charlie Mitchell, « Turkey builds embassies across Africa as Erdoğan boosts influence », *African Business*, 8 mars 2021.

Figure 3 : Commerce de marchandises de la Turquie avec l'Afrique



Le secteur de la construction est un des points forts de la pénétration turque en Afrique : projets ferroviaires dans plusieurs pays, du Sénégal à la Tanzanie, rénovation d'aéroports dans le Sahel, restauration de patrimoine au Soudan, réhabilitation du port de Mogadiscio, sont les réalisations les plus visibles de sociétés turques, qui ont également à leur actif la construction d'immeubles résidentiels et d'affaires, centres commerciaux, hôtels, stades, routes¹⁵⁴, etc.

Au-delà de ce partenariat économique et politique en pleine expansion, la Turquie a renforcé sa présence en Afrique subsaharienne par une dimension humanitaire, culturelle, religieuse et éducative, par le biais de l'office gouvernemental pour les affaires religieuses, le Diyanet, d'instituts culturels ou de grandes ONG musulmanes. La construction de nombreuses mosquées, mais aussi d'hôpitaux, a été financée par Ankara. Le domaine de l'enseignement, où dominait la confrérie Gülen, a été repris en main et est maintenant confié à la fondation Maarif¹⁵⁵. Promouvant un « islam turc », réputé plus tolérant que ses versions nord-africaines ou proche-orientales¹⁵⁶, Ankara a parfois été accusée de privilégier un soutien à des organisations proches des Frères musulmans¹⁵⁷.

Cette utilisation de la religion pour développer une présence active sur le continent ne vaut que pour les pays à majorité musulmane, comme ceux du Sahel. Mais la diplomatie turque ne limite pas son activité à ces pays, loin de là. D'ailleurs, le principal partenaire économique de la Turquie en Afrique subsaharienne n'est autre que l'Afrique du Sud, avec un commerce bilatéral s'étant élevé à 1,3 milliard USD en 2019. Et l'Éthiopie capterait environ 2,5

154. John Calabrese, *op. cit.*

155. Jean Marcou, *op. cit.*

156. Hisham Aidi, « Africa and the "Ankara Consensus" », *Policy Center for the New South*, mars 2022.

157. Hannah Armstrong, « Turkey in the Sahel », *International Crisis Group*, 27 juillet 2021.

milliards USD d'investissements turcs, soit plus d'un tiers du total des investissements de la Turquie au sud du Sahara¹⁵⁸.

Aussi, à côté du discours religieux, Ankara se veut un « partenaire alternatif » à l'Occident et développe un argumentaire à connotation « néo-tiers-mondiste » et anticolonialiste pour justifier son intérêt pour le continent. Ainsi, à Luanda en octobre 2021, Erdoğan déclarait face au parlement : « Le sort de l'humanité ne peut, et ne devrait pas, être laissé à la merci d'une poignée de pays qui ont été les vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale »¹⁵⁹. Quelques mois plus tard, à l'occasion d'une visite au Sénégal, il qualifiait la Turquie de « pays non contaminé par le colonialisme dans son histoire millénaire sur le continent africain »¹⁶⁰. Bien que la question des supposées intentions colonialistes de l'Empire ottoman en Afrique demeure disputée¹⁶¹, il est évident que Constantinople n'a pas joué le même rôle que les puissances européennes.

La France est la principale visée par ce discours anticolonialiste, ce qu'a bien compris le président Macron accusant la Turquie, aux côtés de la Chine et de la Russie, de déverser de la propagande antifrançaise en Afrique et d'avoir un « agenda d'influence, néocolonial et impérialiste », une déclaration jugée « inacceptable » par le ministère turc des Affaires étrangères¹⁶². Par ailleurs, la Turquie pourrait se poser en concurrent commercial de la Chine, actuellement le principal partenaire commercial de la région subsaharienne. Contrairement à Beijing, Ankara bénéficie de l'avantage de ne pas (encore ?) être accusée de pratiques de prédation en Afrique. Le développement de son influence pourrait donc servir indirectement les intérêts occidentaux, en contenant celle de la Chine sur le continent¹⁶³.

Cette diplomatie africaine de la Turquie — combinant identification religieuse, discours anticolonialiste, aide humanitaire, investissements économiques — est parfois surnommée « consensus d'Ankara », par opposition au « consensus de Washington », le credo du marché libre globalisé, et au « consensus de Beijing », le modèle économique chinois, sous supervision étatique¹⁶⁴. Avec le consensus de Washington, le modèle turc a en commun un attachement au capitalisme privé et, avec celui de Beijing, les principes de non-conditionnalité et non-ingérence dans les affaires des États africains.

À côté de ces outils de *soft power*, la Turquie complète son partenariat stratégique avec maints gouvernements africains par des arguments plus musclés. Ainsi, Ankara a conclu,

158. Charlie Mitchell, *op. cit.*

159. David Coffey, « Turkey's Erdoğan serenades Africa as 'alternative partner' to post-colonial players », *RFI*, 20 octobre 2021.

160. Recep Tayyip Erdoğan, « President Erdoğan pens article on Turkish-Senegalese relations for the AllAfrica website », *Directorate of Communication*, Presidency of the Republic of Türkiye, 22 février 2022.

161. Christopher Szabla, « When the Ottoman Empire Scrambled for Africa: An Interview With Mostafa Minawi », *Toynbee Prize Foundation*, 14 mars 2018.

162. « Macron accuse la Chine, la Russie et la Turquie de répandre une propagande anti-française en Afrique », *Agence Ecofin*, 29 août 2022.

163. Teresa Nogueira Pinto, « Turkey's strategy for Africa », *Geopolitical Intelligence Services*, 10 août 2021.

164. Hisham Aidi, *op. cit.*

pour la plupart en 2017 et 2018, des accords de coopération en matière de sécurité avec 30 pays africains. Parmi ceux-ci, 17 États subsahariens, du Sénégal à Djibouti et du Niger à Madagascar, sont liés à la Turquie par des accords de formation de leur personnel de sécurité (armée, police, garde-côtes...) ¹⁶⁵. Le cas de la Somalie, où Ankara dispose de la principale base étrangère du pays, fait figure de « laboratoire » ¹⁶⁶ où le modèle de partenariat proposé par la Turquie aurait été expérimenté avec succès et pourrait être répliqué ailleurs.

Ainsi, en juillet 2020, trois accords ont été signés afin de renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité nigériennes contre les menaces djihadistes à la frontière du Burkina Faso et aux abords du lac Tchad ¹⁶⁷. Ces accords n'ont pas été publiés et ont suscité diverses spéculations, alimentées par la France et les Émirats arabes unis. Il a notamment été question que la Turquie s'empare de la base de Madama, abandonnée en 2019 par l'armée française et se trouvant à proximité de la Libye, autre pays où l'empreinte d'Ankara est pesante ¹⁶⁸. En outre, il semble avéré que la Turquie est devenue un fournisseur majeur d'armement du Niger. Fin 2021, a été annoncé l'achat à Ankara de véhicules blindés, d'avions d'entraînement Hurkus, probablement une douzaine, et de drones de combat Bayraktar TB2 ¹⁶⁹. En mai 2022, six Bayraktar sont effectivement arrivés à l'aéroport de Niamey, bien que le Niger ne disposât alors ni d'une base pour les lancer, ni du personnel pour les piloter ¹⁷⁰.

Au moins quatre autres pays subsahariens — la Somalie, le Togo, le Nigeria et l'Éthiopie — ont déjà acquis des drones turcs, moins chers et plus faciles à opérer que leurs homologues états-unis ou israéliens, alors qu'au moins 15 pays africains ont acquis des véhicules blindés fabriqués en Turquie. Les autres produits militaires exportés par Ankara comprennent des systèmes de surveillance et de capteurs électro-optiques, des véhicules de déminage et des fusils ¹⁷¹. Sur le plan aéronautique, la prochaine livraison de six hélicoptères d'attaque T129 au Nigeria ainsi que d'avions Hurkus au Tchad a été annoncée en juillet 2022 ¹⁷², tandis que la construction de deux navires de patrouille extracôtiers destinés à la marine nigérienne a débuté en septembre 2022 ¹⁷³.

Selon des chiffres officiels, les exportations turques de matériel aéronautique et de défense vers l'Afrique se seraient élevées à 460 millions USD en 2021, en très forte progression par rapport aux années précédentes, où elles se situaient entre 61 et 84 millions USD ¹⁷⁴.

165. Nebahat Tanrıverdi Yaşar, *op. cit.*

166. Hisham Aidi, *op. cit.*

167. « Réunion et signature d'accords de partenariat entre le Niger et la Turquie : Plusieurs accords signés dont celui relatif à la sécurité », *Le Sahel*, 22 juillet 2020

168. Hannah Armstrong, *op. cit.*

169. Tayfun Ozberk, « Niger becomes first foreign customer of Turkey's Hurkus aircraft », *Defense News*, 19 novembre 2021.

170. « La Turquie livre six drones Bayraktar TB2 au Niger », *RFI*, 24 mai 2022.

171. H. A. Aksoy, S. Çevik, N. T. Yaşar, *op. cit.*

172. Burak Ege Bekdil, « TAI inks helicopter, trainer aircraft deals with African nations », *Defense News*, 27 juillet 2022.

173. « Turkey's Dearsan lays keel of first Nigerian OPV », *DefenceWeb*, 29 septembre 2022.

174. H. A. Aksoy, S. Çevik, N. T. Yaşar, *op. cit.*

Les principaux acheteurs d'armes africains de la Turquie auraient été, dans l'ordre, pour la période de 2005 à 2021, la Tunisie, le Nigeria, la Libye, l'Égypte, le Rwanda et le Burkina Faso¹⁷⁵.

Figure 4 : Exportations de matériel aéronautique et de défense de la Turquie vers l'Afrique

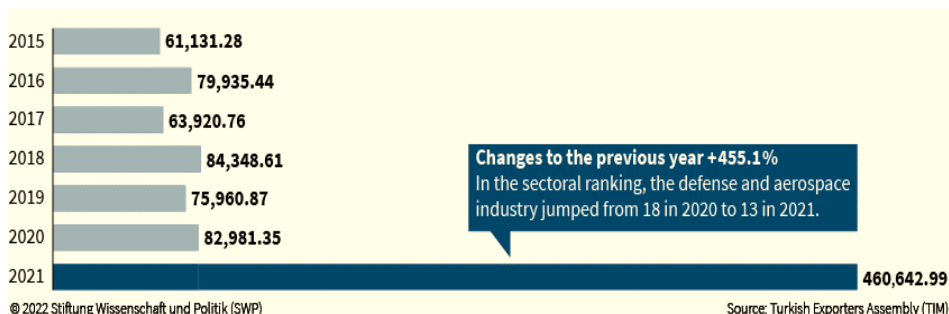
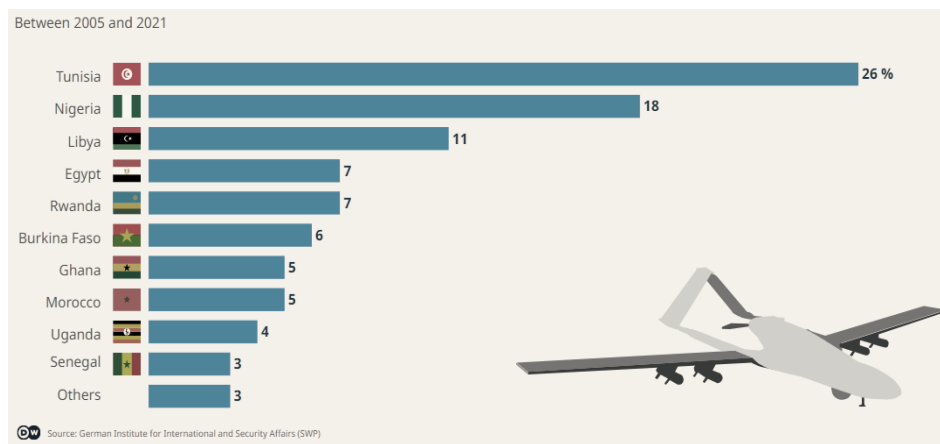


Figure 5 : Principaux clients des armements livrés par la Turquie en Afrique entre 2005 et 2021



Source : German Institute for International and Security Affairs (SWP)

Enfin, l'engagement turc dans le domaine de la sécurité africaine est complété par l'incorporation de quelques policiers — moins d'une dizaine — dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU au Mali, en République démocratique du Congo et au Soudan. Le contingent policier turc le plus important sur le continent est déployé au Soudan du Sud (26 hommes)¹⁷⁶.

La Turquie utilise donc les moyens les plus variés pour séduire les populations, armées et gouvernements africains et développer une influence multiforme, de l'humanitaire au religieux, de l'économique au militaire. Au vu des chiffres présentés, cette progression est

175. Kate Hairsine, Burak Ünveren, *op. cit.*

176. H. A. Aksoy, S. Çevik, N. T. Yaşar, *op. cit.*

spectaculaire et ne semble pas sur le point de s'infléchir. L'importance du partenariat avec l'Afrique subsaharienne, qui était pratiquement inexistant au début du siècle, doit cependant être relativisée : sur le plan des exportations, par exemple, l'Afrique représente encore un marché secondaire par rapport à l'Europe et à l'Asie, moins de 10 % des exportations turques en 2021¹⁷⁷. Pourtant, si la forte augmentation des importations africaines d'armement turc se poursuit, l'objectif affiché du président Erdoğan de tripler le volume du commerce turco-africain au cours des prochaines années¹⁷⁸ ne paraît pas inatteignable.

177. Dominique Baillard, « Le président turc Recep Erdoğan en Angola, au Togo et au Nigeria », *RFI*, 18 octobre 2021.

178. « Turkey's Erdoğan pivots to Africa for trade », *AfricaNews*, 28 octobre 2021.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, après avoir passé en revue les diverses zones géographiques où s'exerce l'influence d'Ankara et les principaux points de friction de sa diplomatie, quelques tendances lourdes caractérisant sa politique extérieure depuis près de deux décennies méritent d'être relevées.

Les intérêts géostratégiques d'Ankara sont avant tout liés à une recherche d'autonomie par rapport à l'Occident, ce qui a entraîné une forte dégradation des relations, particulièrement depuis 2015-2016, avec les États-Unis — qui s'inquiètent de liens énergétiques et militaires de plus en plus étroits avec Moscou — ainsi qu'avec l'Union européenne, qui a reporté aux « calendes grecques » l'adhésion turque, officiellement pour non-respect de l'État de droit et des libertés fondamentales. Mais il ne fait guère de doute que les tensions avec la Grèce et Chypre ont également beaucoup joué, d'autant plus qu'elles révèlent une volonté d'Ankara de revoir unilatéralement les frontières, notamment maritimes, en Méditerranée orientale, voire de remettre en question certains principes du droit international¹⁷⁹.

Pour manifester sa recherche d'autonomie par rapport à Bruxelles et Washington, Ankara s'est naturellement tournée vers son voisin russe, bien qu'ayant été pendant soixante ans la sentinelle orientale de l'OTAN. Malgré de sérieux accrochages sur des théâtres de conflit où ils sont engagés dans des camps opposés, les deux pays développent leurs relations économiques, notamment dans le domaine énergétique, en dépit des sanctions occidentales contre Moscou. Néanmoins, les récentes découvertes turques de gaz en Méditerranée mais aussi en mer Noire¹⁸⁰ devraient à terme limiter la dépendance d'Ankara envers la Russie, mais aussi d'autres fournisseurs, comme le Qatar.

En plus de la Russie, la Turquie se tourne vers des puissances émergentes, comme la Chine et l'Inde, pour pallier ses relations défaillantes avec l'Occident. Cela explique l'intérêt que porte Ankara à l'alliance à vocation principalement économique des BRICS, considérée comme une alternative au G7 des pays occidentaux¹⁸¹.

Le soutien ouvert à des partis ou gouvernements proches des Frères musulmans — au Qatar, en Égypte ou en Tunisie — a également causé des tensions avec plusieurs pays arabes parmi les plus conservateurs, se sentant menacés par l'influence grandissante de cette confrérie recevant un puissant soutien extérieur de l'AKP. Cependant, ces conflits semblent en voie d'apaisement, comme un *modus vivendi* semble avoir été trouvé avec Israël, bien qu'Ankara s'impose comme un des principaux défenseurs des droits du peuple palestinien. De même, malgré des intérêts divergents sur plusieurs dossiers, dont la Syrie,

179. Adrien Sémon, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Revue Défense Nationale*, 2021/HS3, CAIRN Info.

180. « Turkey's natural gas find in Black Sea now comes to 710 bcm -Erdoğan », *Reuters*, 26 décembre 2022.

181. « BRICS expects Egypt, Saudi Arabia and Turkey to join group soon », *Middle East Monitor*, 14 juillet 2022.

Ankara rejoint l'Iran sur d'autres terrains, pour critiquer la politique des États-Unis ou pour coordonner leurs opérations contre les militants kurdes en territoire irakien.

Le *soft power* turc trouve sa plus claire expression à la fois en Afrique subsaharienne et dans les ex-républiques soviétiques turciques, voire dans les Balkans. Au nom de l'Histoire, de la religion, de la langue ou de l'anticolonialisme, la Turquie vend un partenariat d'égal à égal, à l'opposé de la conditionnalité et des calculs hégémoniques de Washington, Bruxelles, Paris, Moscou ou Beijing. En outre, la gamme de « produits » proposée par Ankara à ses partenaires est de plus en plus vaste, de la construction de routes aux armements sophistiqués.

Le *hard power* turc n'est en effet pas en reste. En plus de l'occupation du nord de Chypre ou des opérations récurrentes contre le PKK en Irak, Ankara a multiplié cette dernière décennie les projections de forces, avec des bases au Qatar et en Somalie, des accords de formations militaires en Afrique, des exercices conjoints avec ses plus proches alliés, une intervention multiforme dans le conflit libyen au profit du gouvernement de Tripoli, une immixtion à peine plus discrète dans celui du Haut-Karabakh qui a assuré la victoire azerbaïdjanaise, et bien entendu la prise de contrôle du nord de la Syrie.

La recherche d'autonomie de la Turquie s'accompagne donc d'une conception de la sécurité qui n'est plus cantonnée aux frontières du pays ou à son environnement le plus proche. Pour la mettre en œuvre et imposer ses intérêts, elle n'hésite pas à faire appel aux « gros sabots » kakis. Cette évolution est rendue possible par un rapide développement d'une industrie de défense et de ses capacités d'exportation, notamment des fameux drones Bayraktar, mais aussi d'armes légères, de véhicules blindés et, de plus en plus, d'appareils aéronautiques et de toute une panoplie d'équipements électroniques de défense.

Il n'est pas surprenant que trois entreprises turques figurent dans le classement 2022 (portant sur l'année précédente) du magazine *Defense News* des 100 principales firmes de défense de la planète, sur base de leur chiffre d'affaires. Seuls les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et la France font mieux en termes de nombre de firmes figurant dans ce classement¹⁸². Le taux d'équipement des forces armées en matériel produit en Turquie était officiellement de 65 % en 2018 et il devrait atteindre 75 % en 2023. Le chiffre d'affaires des secteurs de l'aéronautique et de la défense devrait plus que quadrupler au cours de cette même période et leurs exportations plus que quintupler¹⁸³. Cependant, l'augmentation des dépenses militaires, entre 2000 et 2021, a été modérée : alors qu'elles ont plus que doublé au niveau mondial, elles n'ont crû que d'environ 50 % en Turquie (en USD constants, hors inflation), leur part dans le PIB diminuant même de 3,7 % à 2,1 %¹⁸⁴.

En outre, ces dépenses ont, en termes réels, nettement diminué entre 2019 et 2021, une évolution probablement due à la crise économique profonde que traverse le pays depuis

182. « Top 100 for 2022 », *Defense News*, 8 août 2022.

183. « Eleventh Development Plan (2019-2023) », *Presidency of Strategy and Budget, Presidency of the Republic of Turkey*, 18 juillet 2019, p. 103.

184. « SIPRI Military Expenditure Database », *SIPRI*, accédé le 28 décembre 2022.

2018. Cette crise se manifeste par un effondrement de la livre turque, un chômage important, un taux d'inflation de près de 90 % en 2022 et un appauvrissement de la majorité de la population, alors que les prix des aliments ont plus que doublé durant l'année. Selon de nombreux économistes, outre des facteurs structurels et l'envolée des prix de l'énergie, cette crise serait due à la pratique de taux d'intérêt particulièrement bas voulue par le président Erdoğan¹⁸⁵. Paradoxalement, cette politique jugée inflationniste gonfle le PIB du pays, qui a augmenté de 11 % en 2021, ce qui serait un record sous l'ère de l'AKP, et devrait quand même croître de quelques points en 2022, malgré les retombées de la guerre en Ukraine¹⁸⁶.

Cependant, pour l'électorat, qui devra s'exprimer dans les urnes en mai 2023, la croissance du PIB importe moins que ses propres conditions de vie. La défaite de Recep Tayyip Erdoğan à l'élection présidentielle et de l'AKP aux législatives est prédite par la quasi-totalité des instituts de sondage, du moins si la coalition de partis d'opposition reste unie et si les élections sont équitables. Mais il est peu probable qu'Erdoğan ne profite de l'instabilité de la scène internationale pour sortir un « lapin » de son chapeau, afin de mobiliser ses troupes et tenter de s'accrocher cinq ans de plus à la présidence. Pourtant, même en cas de changement de pouvoir, on ne peut s'attendre à un bouleversement de la politique extérieure turque, ne fût-ce que parce que les partis qui succèderaient à l'AKP sont fort divisés à ce sujet¹⁸⁷. Et d'autres évolutions caractérisant ou inséparables du renforcement de l'influence turque à l'étranger, comme le développement de l'industrie de défense, seront très probablement tout sauf éphémères.

185. Didier Billion (interview), « Turquie : le pays s'enfonce dans une crise économique grave », *TV5 Monde*, 5 janvier 2022.

186. « Turquie - PIB - Produit intérieur brut », *Countryeconomy.com*, consulté le 30 décembre 2022.

187. Bayram Balci et Nicolas Monceau, « 2023, une année électorale déterminante en Turquie », *Centre de recherches internationales*, 12 décembre 2022.

LES RAPPORTS DU GRIP

2018/9	Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires , Jean-Marie Colin, 52 p., 8 €	2021/2	Nucléaire iranien. Obstacles et enjeux d'un accord renouvelé entre Washington et Téhéran , Vincent Eiffing, 36 p., 10 €
2018/10	La composante nucléaire du complexe militaro-industriel français , Roland de Penanros, 20 p., 6 €	2021/3	La CODECO, au coeur de l'insécurité en Ituri , Adolphe Agenonga Chober, Georges Bergehezan, 30 p., 10 €
2019/1	Évolutions et défis du maintien de la paix. Recueil de publications de l'Observatoire Boutros-Ghali , Collectif, 104 p., 10 €	2021/4	Résumé du SIPRI Yearbook 2021 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 20 p., gratuit
2019/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2019 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 20 p., gratuit	2021/5	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2020 , SIPRI/GRIP, 48 p., 10 €
2019/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2019 , SIPRI/GRIP, 60 p., 10 €	2021/6	Robots tueurs: Le début de la fin? , Stan Brabant, 28 p., 10 €.
2019/4	La Chine au Nicaragua et au Panama: Une nouvelle branche des routes de la soie en Amérique centrale ? , Thierry Kellner et Sophie Wintgens, 48 p., 10 €	2021/7	Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante , Adolphe Agenonga Chober, 28 p., 10 €
2019/5	Enfants-soldats en RDC : évolution et perspectives de la lutte contre leur recrutement , Maria Camello, 40 p., 10 €	2022/1	Industries de défense saoudienne et émiratie : défis semblables, évolutions divergentes , Georges Bergehezan, 28 p., 10 €
2020/1	La machine de guerre saoudienne à l'épreuve de ses ambitions , Georges Bergehezan, 64 p., 10 €	2022/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2022 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 32 p., 10 €
2020/2	L'élargissement de la «responsabilité de protéger» aux urgences climatiques - une fausse bonne idée , Marion Dussuchal, 44 p., 10 €	2022/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes, Compendium 2020 , GRIP/SIPRI, 52 p., 10 €
2020/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2020 , Luc Mampaey, 60 p., 10 €	2022/4	Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR , Clémence Buchet-Couzy, 28 p., 10 €
2020/4	Résumé du SIPRI Yearbook 2020 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 20 p., gratuit	2022/5	Un programme en eaux troubles- Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens , Maïté Bol, 40 p., 10 €
2021/1	Comment renforcer le rôle de l'UE dans les exportations d'armes , Maria Camello, Léo Géhin, Federico Santopinto, 28 p., 10 €		

Pour commander votre exemplaire de ce Rapport du GRIP, rendez-vous sur www.grip.org / publications / rapports (10 € frais de port inclus)

LA TURQUIE, NOUVEAU LEADER DES NON-ALIGNÉS ? ANALYSE DE SON REPOSITIONNEMENT GÉOSTRATÉGIQUE

En une décennie, le positionnement géostratégique de la Turquie a profondément évolué. Longtemps l'alliée fidèle des États-Unis, elle apparaît désormais comme un électron libre, à même de perturber le jeu des grandes puissances. Cette évolution est intimement liée à la prise et au renforcement progressif du pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan et de son Parti de la justice et du développement (AKP).

Ne cachant pas son ambition de hisser son pays « parmi les dix plus grandes puissances du monde », le leader turc a développé une politique en accord avec cet objectif, tant sur les plans diplomatique, idéologique, économique que militaire. Le repositionnement turc a exploité la situation géographique du pays, à cheval sur deux continents et à proximité de multiples foyers de tension actifs ces dernières années, de la Libye à l'Ukraine.

Renforcée par une industrie de défense en plein essor et de plus en plus exportatrice, symbolisée par son produit-phare, le drone Bayraktar TB2, la quête de puissance de la Turquie s'exprime aussi par des opérations et déploiements militaires dans plusieurs pays, parfois en dépit de l'opposition des gouvernements des États concernés.

Envers son grand voisin russe, Ankara a opté pour des relations « à la carte », empreintes de rivalités, mais en flagrant contraste avec la politique de sanctions prônée par l'Occident. En Afrique, en Asie centrale, dans les Balkans, le soft power turc s'exerce sur fond de collaborations économiques et sur la base d'affinités culturelles, qu'elles soient linguistiques, historiques, religieuses ou basées sur une idéologie de la « troisième voie », opposée à la fois à l'Occident colonialiste et à la Chine étatique et prédatrice.

Cette montée en puissance – et en prestige – de la Turquie contribue aux rééquilibrages, voire aux bouleversements, à l'oeuvre sur la scène internationale, avec des effets qui persisteront au-delà du règne de l'actuel président. Celui-ci est d'ailleurs en perte de vitesse à l'intérieur de son pays, principalement pour des raisons économiques et sociales.

Afin d'appréhender les changements et les enjeux actuels et pressentir les évolutions futures, cette étude examine successivement l'évolution des relations de la Turquie avec ses alliés au sein de l'OTAN et avec les membres de l'Union européenne ; avec la Russie ; avec les États issus de l'Empire ottoman et les « pays frères » à majorité turque et avec l'Afrique subsaharienne.

Pour conclure, l'étude expose les récentes inflexions de la politique extérieure turque, sa dynamique et sa cohérence, ses motivations profondes, ainsi que les atouts et les limites de ses ambitions.



Georges Berghezan est chercheur au GRIP. Ses travaux portent principalement sur la sécurité et les conflits en Afrique francophone, la prolifération et le contrôle des armes légères et la militarisation du Moyen-Orient.